

N° DP 24/1131

DECISION DU PRESIDENT

CONVENTION ENTRE LA METROPOLE TPM ET MONSIEUR SABATERY RELATIVE A L 'ATTRIBUTION D'UNE AIDE POUR LA REALISATION DE TRAVAUX DE REDUCTION DE LA VULNERABILITE DES LOGEMENTS FACE AUX RISQUES D'INONDATIONS DANS LE CADRE DU PAPI PCT [2024-2029]

Le Président de la Métropole

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

VU la délibération n°23/12/372 du Conseil Métropolitain en date du 21 décembre 2023 portant approbation du Programme d'Actions de Prévention des Inondations (PAPI) des Petits Côtiers Toulonnais (PCT) pour les années 2024-2029,

VU la délibération n°24/04/094 du Conseil Métropolitain du 25/04/2024 relative à l'attribution d'une aide aux particuliers pour la réalisation de travaux de réduction de la vulnérabilité des logements face aux risques d'inondation dans le cadre du PAPI,

VU la directive européenne 2007/60CE, dite « directive inondation » du Parlement Européen et du Conseil du 23 octobre 2007 relative à l'évaluation et à la gestion des risques d'inondation,

VU l'arrêté préfectoral du 21 décembre 2016 approuvant la Stratégie Locale de Gestion du Risque Inondation (S.L.G.R.I.) en lien avec le Territoire à Risque Important d'Inondation de Toulon-Hyères,

VU l'arrêté préfectoral du 22/10/2024 fixant le montant du financement par le Fonds de Prévention des Risques Naturels Majeurs (FPRNM) des travaux de réduction de la vulnérabilité prévus dans le PAPI PCT pour Monsieur Philippe SABATERY,

VU l'arrêté du 21 mars 2022 portant approbation du Plan de Gestion du Risque Inondation (PGRI) du bassin Rhône-Méditerranée,

VU l'arrêté ministériel du 11 février 2019 relatif aux travaux de réduction de la vulnérabilité,

VU la demande de subvention du 12/02/2024 déposées par Monsieur Philippe SABATERY en vue de réaliser des travaux de réduction de la vulnérabilité sur son bien,

VU la convention, ci-annexée,

CONSIDERANT le rapport de diagnostic de vulnérabilité aux inondations réalisé sur le logement de Monsieur Philippe SABATERY,

CONSIDERANT que la présente convention définit les conditions de la participation financière de TPM à la réalisation des travaux de réduction de la vulnérabilité du demandeur déclaré éligible aux fonds FPRNM,

CONSIDERANT que le montant total de l'aide finançable accordée par la Métropole TPM est de 493,60 €,

CONSIDERANT la délégation donnée au Président par délibération du Conseil Métropolitain n°24/04/094 du 25/04/2024 pour signer la convention jointe,

DECIDE

ARTICLE 1

DE SIGNER la convention d'attribution entre la Métropole TPM et Monsieur Philippe SABATERY.

ARTICLE 2

DE DIRE que les crédits sont inscrits au budget principal 2024 (et suivants), opération 2400.

La présente Décision sera

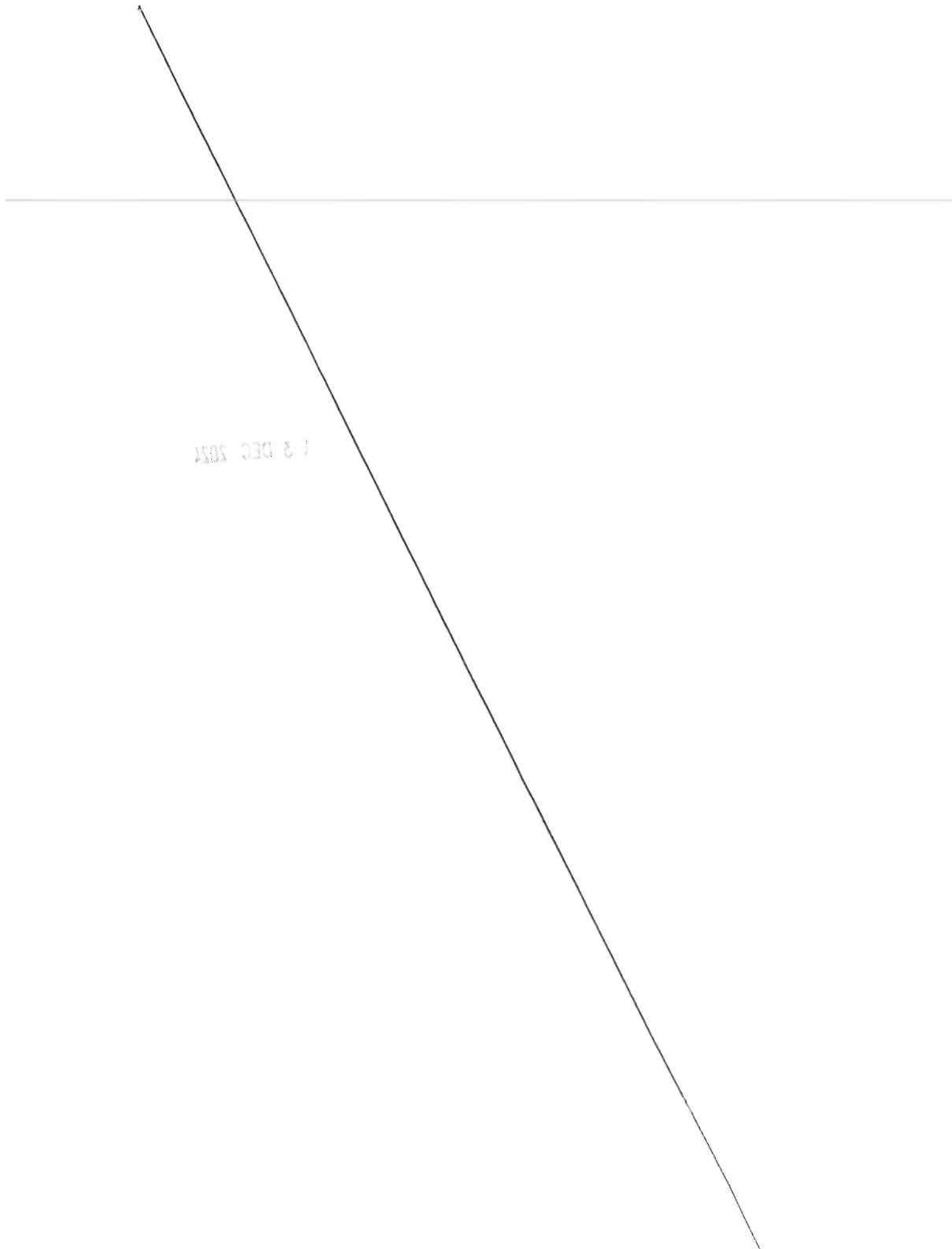
- transmise à Monsieur le Préfet
- reproduite sur le Registre ouvert à cet effet
- affiché sur les panneaux destinés à cet effet
- communiquée sous forme de donner acte du Conseil Métropolitain lors de sa prochaine séance

Fait à Toulon, le **13 DEC. 2024**

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée





ENSEMBLE,
FACE AUX RISQUES
INONDATION

Convention relative à l'attribution d'une aide pour la réalisation de travaux de réduction de la vulnérabilité des logements face aux risques d'inondations dans le cadre du PAPI PCT [2024-2029]

ENTRE LES SOUSSIGNÉS :

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, représentée par Monsieur Jean-Pierre GIRAN,
Président, agissant en vertu de la délibération n°24/04/094,

Ci-après dénommée « Métropole TPM »

ET

« Le bénéficiaire » : Monsieur Philippe SABATERY

Domicilié : 18 avenue des Mouettes – l'Aiguade

83 400 HYERES LES PALMIERS

Cadastre n° : IL0130

PRÉAMBULE

Dans le cadre du Programme d'Actions de Prévention des inondations des Petits Côtiers Toulonnais (PAPI PCT [2024-2029]) labellisé suite au Comité de bassin Rhône Méditerranée Corse du 5 avril 2024 et en particulier de son axe 5, la Métropole Toulon Provence Méditerranée finance les diagnostics de vulnérabilité des logements et souhaite mettre en place un dispositif financier pour permettre aux particuliers de bénéficier d'aides supplémentaires à la réalisation de travaux visant à réduire la vulnérabilité des personnes et des biens face aux risques d'inondation.

La participation financière de la Métropole TPM au coût des travaux s'effectue sous réserve du respect des prescriptions du règlement approuvé en conseil métropolitain, des conclusions du diagnostic établi exclusivement dans le cadre de l'action 5-2 du premier PAPI PCT [2018-2021] et des actions 5.9 et 5.10 du second PAPI PCT [2024-2029]), dans la limite de 2000 € TTC d'aide par habitation, la limite de l'enveloppe budgétaire allouée spécifiquement à cette disposition et en complément de l'aide du FPRNM.

IL A ÉTÉ CONVENU ET ARRÊTÉ CE QUI SUIV

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention définit les conditions de la participation financière de la Métropole TPM à la réalisation des travaux de réduction de la vulnérabilité du demandeur déclaré éligible aux fonds FPRNM.

ARTICLE 2 : DESCRIPTION ET MODALITES DE CALCUL DE LA PARTICIPATION

Description des travaux	Localisation	Montant prévisionnel TTC	Part financement FPRNM	Taux financement TPM
Pose et fourniture de 2 batardeaux sur les ouvrants de l'habitation = 1837€ TTC Fourniture d'un obturateur temporaire de canalisation pour WC = 132 € TTC Acquisition d'une pompe d'évacuation des eaux = 499 € TTC	Hyères	2 468 €	50% 1 974,40 €	20% 493,60 €

ARTICLE 3 : MONTANT DE L'AIDE

Le montant total de l'aide finançable accordée par la Métropole TPM est de **493,60 €**.

ARTICLE 4 : DOMICILATION BANCAIRE

Banque	Indicatif	Numéro de compte	Clé RIB	Domiciliation

IDENTIFICATION INTERNATIONALE	
IBAN	
Code B.I.C	

TITULAIRE DU COMPTE :

ARTICLE 5 : CONTROLE DES OPERATIONS

La Métropole TPM se réserve le droit de contrôler ou faire contrôler à tout moment l'état d'avancement de l'opération financée et sa conformité avec le dossier de demande de participation.

En fonction des irrégularités constatées, le remboursement de tout ou partie de la participation pourra être réclamé et la convention résiliée de plein droit.

ARTICLE 6 : ENTREE EN VIGUEUR - DURÉE DE LA CONVENTION

La convention entre en vigueur à compter de sa signature par les deux parties pour une durée de 5 ans.

ARTICLE 7 : OBLIGATIONS DU BÉNÉFICIAIRE

Pendant toute la durée de la convention telle que préalablement définie, le demandeur s'engage à maintenir ou à remettre en état tous les dispositifs financés par la présente convention.

La Métropole Toulon Provence Méditerranée se réserve le droit de réclamer par tous les moyens de droit le remboursement de l'aide versée en cas d'inexécution des obligations mises à sa charge dans le cadre du présent.

L'attribution de cette aide ne saurait exonérer le demandeur d'obtenir toutes les autorisations administratives nécessaires à l'exécution des travaux et de respecter de toutes les réglementations en vigueur.

Le bénéficiaire informe la Métropole TPM par courriel de la fin de la réalisation des travaux financés.

ARTICLE 8 : VERSEMENT DE L'AIDE

L'aide sera versée en une seule fois à la notification de la convention signée des 2 parties.

ARTICLE 9 : RÉSILIATION

La convention pourra être résiliée de manière unilatérale par la Métropole Toulon Provence Méditerranée en cas de non-respect des conditions d'éligibilité et des obligations qui s'y rattachent.

La Métropole Toulon Provence Méditerranée se réserve le droit de réclamer par tous les moyens de droit le remboursement de l'aide versée en cas d'exécution de la présente clause et notamment pour les irrégularités prévues à l'article 5.

ARTICLE 10 : LITIGES

En cas de litige portant sur l'interprétation ou l'application de la présente convention et à défaut d'accord amiable, les parties s'en remettront à l'appréciation du Tribunal Administratif de Toulon et la loi française s'appliquera.

Fait à Toulon, le

Pour la Métropole TPM,

Jean-Pierre GIRAN

Signature

Le bénéficiaire

Philippe SABATERY

Signature



**PRÉFET
DU VAR**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale
des territoires et de la mer du Var**

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL du 22 OCT. 2024

fixant le montant du financement par le Fonds de Prévention des Risques Naturels Majeurs (FPRNM) des travaux de réduction de la vulnérabilité prévus dans un programme d'actions de prévention des inondations (PAPI) des Petits Côtiers Toulonnais 2024-2029 en date du 28 mai 2024

**Imputation budgétaire : 0181-14-01 RVPAPI
EJ n° 2104521297 du 21 octobre 2024**

Le préfet du Var,

- VU le Code de l'Environnement, et notamment son article L.561-3-I-4° ;
- VU le décret n° 2018-514 du 25 juin 2018 relatif aux subventions de l'État pour des projets d'investissement, et notamment son article 4 ;
- VU la note technique du 9 mars 2022 abrogeant la note technique du 11 février 2019 relative au Fonds de Prévention des Risques Naturels Majeurs ;
- VU le décret n° 2021-516 du 29 avril 2021 portant abrogation de certaines dispositions relatives à la Prévention des Risques Naturels Majeurs (partie réglementaire du Code de l'Environnement) ;
- VU le décret n° 2021-518 du 29 avril 2021 relatif au Fonds de Prévention des Risques Naturels Majeurs (modification de la partie réglementaire du Code de l'Environnement) ;
- VU la délibération N° 2024-6 du 5 avril 2024 par le Comité d'agrément du Bassin Rhône-Méditerranée du PAPI des Petits Côtiers Toulonnais 2024-2029 ;
- VU la labellisation du 28 mai 2024 par la Préfète Coordinatrice du Bassin Rhône-Méditerranée ;
- VU la levée, en date du 24 juillet 2024, des réserves émises lors de la labellisation du PAPI des Petits Côtiers Toulonnais 2024-2029 ;
- VU la convention-cadre entre l'État et la Métropole Toulon Provence Méditerranée (MTPM) ;

- VU le décret du Président de la République du 13 juillet 2023 portant nomination à Monsieur Philippe MAHE, Préfet du Var ;
- VU le décret du Président de la République du 15 avril 2022 portant nomination à Monsieur Lucien GIUDICELLI, Sous-Préfet hors classe, Secrétaire Général de la Préfecture du Var ;
-
- VU l'arrêté préfectoral n° 2023/63/MCI du 21 août 2023 portant délégation de signature à Monsieur Laurent BOULET, Directeur Départemental des Territoires et de la Mer du Var ;
- VU l'arrêté préfectoral n° DDTM/MPCA/2023-03 du 26 septembre 2023 portant subdélégation de signature à des agents ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 2023/85/MCI du 21 août 2023 portant délégation de signature à Monsieur Laurent BOULET, Directeur Départemental des Territoires et de la Mer du Var, pour l'ordonnancement secondaire des recettes et des dépenses imputées sur les programmes du budget de l'État et pour les marchés publics et les accords-cadres passés par sa direction ;
- VU l'arrêté préfectoral n° DDTM/MPCA/2024-02 du 17 avril 2024 portant subdélégation de signature à des agents au titre de l'ordonnancement secondaire des recettes et des dépenses imputées sur les programmes du budget de l'État et la signature des marchés publics et des accords-cadres passés par sa direction ;
- VU l'arrêté du 21 août 2018 pris en application de l'article 3 du décret n° 2018-514 du 25 juin 2018 relatif aux subventions de l'État pour des projets d'investissement ;
- VU la demande de subvention du 12 février 2024, déposée par Monsieur Philippe SABATERY, réceptionnée le 12 février 2024, en vue de réaliser des travaux de réduction de la vulnérabilité aux inondations sur son bien ;
- VU l'accusé de réception automatique du dépôt du dossier de demande de subvention de Monsieur Philippe SABATERY du 12 février 2024 ;
- VU la délégation d'autorisation d'engagement du 27 septembre 2024 portant affectation des sommes nécessaires au financement de travaux prévus dans un programme d'actions de prévention des inondations (PAPI) des Petits Côtiers Toulonnais 2024-2029 ;

Sur proposition du Directeur Départemental des Territoires et de la Mer du Var,

ARRETE

ARTICLE 1 :

Dans le cadre de la procédure prévue à l'article L.561-3-I-4° du Code de l'Environnement, et plus particulièrement des mesures de réduction de la vulnérabilité prévus dans un programme d'actions de prévention des inondations (PAPI) des Petits Côtiers Toulonnais 2024-2029, l'État finance à hauteur de 80 % des dépenses éligibles réalisées sur une maison individuelle, sise 18 Avenue des Mouettes - L'Ayguade à HYERES LES PALMIERS, pour les études et travaux de prévention et de réduction de la vulnérabilité aux inondations. La contribution du fonds ne peut toutefois pas dépasser 36 000 euros par bien, ni être supérieure à 50 % de la valeur vénale du bien.

Le montant de la dépense subventionnable a été retenu sur la base du diagnostic de vulnérabilité et des devis transmis, soit 2 468 € TTC pour la fourniture et la pose de 2 batardeaux et l'achat d'un bouchon obturateur gonflable pour WC (système équivalent aux clapets anti-retour) et d'une pompe d'évacuation. En conséquence, le montant de la subvention accordée par l'État est égal à $2\,468 \times 80\%$, soit 1 974,40 €.

ARTICLE 2 :

La somme de 1 974,40 € sera versée au titre du « Fonds de Prévention des Risques Naturels Majeurs » à Monsieur Philippe SABATERY (Tiers fournisseur 1401 94 00 44) pour les travaux précités.

Compte à créditer

La subvention sera versée selon les modalités inscrites à l'article 1 du présent arrêté, sur le compte bancaire suivant :

Titulaire du compte :			
Code banque	Code guichet	Numéro de compte	Clé RIB
IBAN			
BIC			

Le comptable assignataire chargé des paiements est la Directrice Régionale des Finances Publiques Provence-Alpes-Côte d'Azur et du département des Bouches du Rhône.

ARTICLE 3 :

Le versement de cette subvention est conditionné par la transmission des factures acquittées et des photos des travaux réalisés.

ARTICLE 4 :

En cas de non-respect des engagements du bénéficiaire inscrits dans le présent arrêté, celui-ci pourra être abrogé, les sommes versées restituées, conformément à l'article 3 susmentionné.

Les éventuels recours devront être introduits dans un délai de deux mois suivant la date de notification du présent arrêté, conformément aux dispositions des articles R.421-1 et suivants du Code de Justice administrative :

- Recours gracieux, adressé à Monsieur le Préfet du Var – DDTM du Var – SPP – PR
Boulevard du 112ème Régiment d'Infanterie – CS 31209 – 83070 TOULON CEDEX
 - Recours hiérarchique, adressé aux ministres concernés.
 - Recours contentieux, en saisissant le Tribunal administratif de Toulon par voie postale (5 Rue Racine – BP 40510 – 83041 TOULON CEDEX) ou par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr
- Le Tribunal administratif de Toulon sera compétent pour en connaître.

ARTICLE 5 :

Le Secrétaire général de la Préfecture du Var, le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer du Var, la Directrice Régionale des Finances Publiques Provence-Alpes-Côte d'Azur et du département des Bouches du Rhône, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur départemental des territoires
et de la Mer et par subdélégation,
Le Chargé de Mission PAPI



Jean-Baptiste GROSSO